

Chapitre 12

Bilan et mémoires de la Seconde Guerre mondiale

Table des matières

1	La France en 1945 : Entre chaos et renouvellement	3
1.1	Un pays meurtri et ravagé	3
1.2	La restauration de l'Etat	3
1.3	Les réformes du gouvernement provisoire	4
2	Une mémoire officielle et sélective (années 50-années 70)	4
2.1	La naissance du "résistancialisme"	4
2.2	Les silences de la mémoire officielle	4
2.3	Le triomphe du "résistancialisme"	5
3	Le réveil des mémoires depuis les années 70	5
3.1	La vérité sur l'occupation	5
3.2	L'affirmation de la mémoire juive	5
3.3	La victoire de la mémoire juive	5

Chronologie

- 1944 : Droit de vote des femmes (21 Avril)
De Gaulle défile le 26 Août sur les Champs-Élysées
Début du procès Pétain, 89 ans (Nov)
- 1945 : capitulation de l'Allemagne (8 Mai)
- 1949 : Fin du rationnement

Le temps du résistancialisme

- 1944 : Création des cours de justice
- 1945 : Procès et réformes de la Libération
Cérémonie de célébration des morts pour la France à l'Arc de Triomphe (11 Novembre)
- 1951-53 : Lois d'amnistie dans le cadre de l' " épuration légale "
- 1960 : Inauguration du Mémorial de la France combattante
- 1964 : Les cendres de Jean Moulin sont transférées au Panthéon

Le temps des remises en cause

- 1956 : " Nuit et Brouillard " d'Alain Resnais
- 1961 : Procès d'Eichmann à Jérusalem
- 1964 : : Loi sur l'imprescriptibilité des crimes contre l'humanité
- 1971 : " Le Chagrin et la Pitié " de Marcel Ophuls
- 1973 : Publication en France de " La France de Vichy " de Robert Paxton
- 1985 : " Shoah " de Claude Lanzmann
- 1987 : Procès de Klaus Barbie
- 1990 : Loi Gayssot qui réprime le négationnisme
- 1993 : Le 16 Juillet devient la Journée de commémoration des persécutions racistes et antisémites commises sous le régime de Vichy
- 1994 : Procès de Paul Touvier
- 1995 : La France reconnaît sa responsabilité dans le génocide
- 1998 : Procès de Maurice Papon

INTRODUCTION

En 1944, le pays se libère rapidement de l'occupation allemande. La France libérée honore les résistants et les manuels scolaires dressent le portrait de tout un peuple dressé contre les Allemands. Mais, à partir des années 70, d'autres mémoires du conflit apparaissent. Le pays doit alors assumer les responsabilités du régime de Vichy, la participation au génocide des Juifs et des Tziganes...

1 La France en 1945 : Entre chaos et renouvellement

1.1 Un pays meurtri et ravagé

La guerre a tué 600 000 personnes ; 44A ce chiffre, il faut ajouter la surmortalité indirecte liée à la sous-alimentation et au retour des maladies liées aux carences (500 000 morts).

Le déficit des naissances est moins grave qu'entre 1914 car la natalité a commencé à remonter à partir de 1942.

La géographie de la population a été modifiée par les nombreuses migrations forcées.

Le pays est traumatisé par les violences de la guerre ; certaines régions (Normandie) ont été dévastées par les bombardements et la résistance des Allemands. En se retirant, les Allemands ont commis des crimes affreux (Oradour-Sur-Glane...).

De nombreuses familles sont séparées : soldats prisonniers en Allemagne, déportés, travailleurs du STO.

Les pertes matérielles sont immenses ; la France a été pillée par l'occupant. Les immeubles, les voies ferrées, les usines, les ponts ont été détruits par les combats, les bombardements, les sabotages de la résistance.

La production agricole de 1945 ne représente que les 2/3 de celle de 1938. La production industrielle de 1945 ne représente que les 30 % de celle de 1938.

Le rationnement est maintenu jusqu'en 1949 ; la population souffre des pénuries et de l'inflation. Le marché noir est très répandu.

1.2 La restauration de l'Etat

En Juin 1944, le régime de Pétain s'effondre. Il n'y a plus de pouvoir légal en France puisque la IIIème République a disparu en 1940. Il faut organiser de nouvelles élections mais pour cela, il faut attendre le retour des déportés, des prisonniers et des travailleurs du STO.

De Gaulle dirige la France en s'appuyant sur son prestige immense. Il est le chef du GPRF (Gouvernement Provisoire de la République Française). Son gouvernement regroupe toutes les sensibilités du pays (modérés, socialistes, communistes).

le 9 Août 1944, le GPRF rétablit la légalité républicaine en supprimant tous les actes de Vichy.

A l'été 1944, la France est secouée par une épuration sauvage ; les comités locaux et départementaux de la Libération punissent les collaborateurs sans enquêtes ni jugements (9000 exécutions sommaires, de nombreuses femmes tondues...).

De Gaulle nomme des Commissaires de la République dans toutes les régions ; il négocie avec le PCF le retour de Maurice THOREZ et les résistants communistes acceptent l'autorité de l'Etat.

De Gaulle mène alors une épuration légale ; LAVAL, DARNAND et BRASSILLACH sont exécutés mais PETAIN est gracié et condamné à la prison à perpétuité.

Le GPRF est reconnu par les Alliés : la France n'est donc pas un pays vaincu et occupé ; elle est membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU et dispose d'une zone d'occupation en Allemagne et en Autriche.

Mais, la France doit affronter les revendications indépendantistes de ses colonies (répression des émeutes de 1945 en Algérie, envoi de troupes en Indochine contre Hô Chi Minh).

1.3 Les réformes du gouvernement provisoire

Les partis politiques d'avant-guerre (PCF, Parti socialiste-SFIO) et le nouveau Mouvement Républicain Populaire (MRP, démocrate-chrétien) veulent reconstruire la France sur de nouvelles bases. Ils veulent une intervention de l'Etat dans l'économie et l'établissement d'une démocratie sociale. Le Conseil National de la Résistance (CNR) a rédigé un programme économique et social qui implique une forte intervention de l'Etat dans l'économie pour lutter contre les inégalités et pour établir une démocratie sociale.

Le GPRF nationalise les banques (BNP, Société Générale, Crédit lyonnais), les assurances, les transports (création d'Air France), l'énergie (création d'EDF), Renault...

Le 4 Octobre 1945, il crée la Sécurité sociale pour assurer les salariés contre la maladie, la vieillesse et les accidents du travail.

Il crée l'Ecole Nationale d'Administration (ENA). Les comités d'entreprise sont créés pour donner plus de poids aux salariés dans l'entreprise.

2 Une mémoire officielle et sélective (années 50-années 70)

2.1 La naissance du "résistancialisme"

A la libération, l'image d'une France entièrement résistante s'impose. De Gaulle glorifie "la seule France", "celle qui se bat". Le 11 Novembre 1945, 15 cercueils sont disposés autour de l'Arc de Triomphe (des résistants de l'intérieur et de la France libre, des soldats, des déportés politiques). Le résistancialisme est renforcé par le cinéma ("La bataille du rail" en 1945).

Avec la guerre froide, le "consensus résistancialiste" se rompt. Gaullistes et communistes s'opposent. Le PCF se présente comme le "Parti des 75 000 fusillés" et les gaullistes dénoncent la tentative de coup d'Etat communiste à la Libération. Mais ces deux groupes véhiculent le même message résistancialiste et ont le même lieu de mémoire, le fort du Mont Valérien où ont été fusillés des gaullistes (Pierre Brossolette) et des communistes (Gabriel Péri).

2.2 Les silences de la mémoire officielle

Les "résistancialistes" gardant le silence sur le rôle de Vichy, les partisans de Pétain relèvent la tête. Pétain est présenté comme un "bouclier" des Français contre les exigences allemandes. En 1952-1953, la droite fait voter des lois d'amnistie en faveur de nombreux collaborateurs. Des pans entiers de l'Histoire sont occultés comme les prisonniers de guerre, les travailleurs du STO, les "malgré-nous" (Alsaciens-lorrains engagés de force dans l'armée allemande et dont 14 ont participé au massacre d'Oradour-sur-Glane), les rescapés de la Shoah.

Alain Resnais réalise "Nuit et Brouillard" sur l'univers des camps de concentration mais en gommant la spécificité du génocide des Juifs. En 1959, le Vélo-

drome d'hiver qui avait été utilisé pendant la rafle de 1942 ("rafle du Vel d'Hiv") est détruit dans l'indifférence générale.

2.3 Le triomphe du "résistancialisme"

En 1958, De Gaulle revient au pouvoir dans un contexte de crise lié à la guerre d'Algérie. Pour surmonter les divisions entre les Français, il impose une lecture unique de l'Histoire : Vichy n'est plus qu'une "anomalie", "une autorité de fait". Pour unifier tous les résistants, l'Etat construit en 1960, au Mont Valérien, un mémorial surmonté de la croix de Lorraine. En 1964, la dépouille de Jean Moulin (qui a unifié la France libre et la Résistance intérieure) entre au Panthéon. En 1964, le Ministère de l'Education crée le Concours national de la Déportation et de la Résistance.

La Résistance sacralisée occulte le reste de la guerre.

3 Le réveil des mémoires depuis les années 70

3.1 La vérité sur l'occupation

Dans les années 70, avec la mort de De Gaulle et le déclin du PCF, un nouveau regard est porté sur les années 1940-44. On apprend que Georges MARCHAIS (chef du PCF) est parti travailler en Allemagne, que François MITTERRAND (leader du PS) a reçu la Francisque (décoration pétainiste) avant de devenir résistant.

Marcel OPHULS réalise "Le Chagrin et la Pitié" qui montre les lâchetés et l'antisémitisme des habitants de Clermont-Ferrand pendant l'Occupation.

L'historien américain Robert PAXTON ("La France de Vichy") démontre que le régime de Vichy a demandé la collaboration et qu'il a participé activement à la déportation des Juifs.

3.2 L'affirmation de la mémoire juive

La mémoire juive s'affirme à partir des années 60. En 1961, les Israéliens capturent et jugent à Jérusalem Adolf EICHMANN organisateur de la "solution finale". La guerre des Six Jours (1967) entre Israël et les Etats arabes provoque des tensions entre la France et Israël. Les Juifs de France s'organisent contre l'antisémitisme et surtout contre le NEGATIONNISME. En 1980, le professeur FAURISSON (Université de Lyon) déclare que le génocide des Juifs est une "escroquerie". Dans les années 80, l'extrême-droite se redresse sous la direction de Jean-Marie Le Pen.

De nombreux films sont réalisés pour combattre les "assassins de la mémoire" (Vidal-Naquet) : la série américaine "Holocauste", "Shoah" de Claude Lanzmann.

Beate et Serge KLARSFELD pourchassent les criminels nazis en fuite.

3.3 La victoire de la mémoire juive

Les procès pour "crimes contre l'humanité" se multiplient à partir des années 80 :

celui de Klaus BARBIE chef de la Gestapo de Lyon (1987), celui du milicien Paul TOUVIER (1994).

Maurice PAPON, haut-fonctionnaire, ancien Préfet et ancien ministre est condamné en 1998.

L'Etat reconnaît lentement ses responsabilités : Mitterrand fait en 1993, du 16 Juillet, la "Journée de commémoration des persécutions racistes et antisémites".

Le 16 Juillet 1995, la France fait enfin face à son passé : le Président Chirac reconnaît la responsabilité de l'Etat français dans la déportation des Juifs.

Conclusion

En 1945, la France est un pays ravagé et affamé. Le gouvernement soucieux de ramener l'ordre et de mettre fin aux divisions entre les Français divulgue une idéologie résistancialiste : tous les Français ont été résistants. L'histoire officielle gomme soigneusement l'action de Vichy et la participation à la Shoah. Mais à partir des années 80, la mémoire de ces années noires devient plurielle : les historiens s'intéressent à l'histoire des Juifs, des Tziganes, des homosexuels... En 1995, l'Etat français reconnaît lui aussi ses responsabilités permettant aux Français de porter enfin un regard lucide sur leur histoire.